

## « Lâché par son allié du patronat, Ortega est très isolé »

**NICARAGUA** Plus de 150 morts en 2 mois

Depuis deux mois, le Nicaragua est paralysé par des manifestations : une part de plus en plus large de la population ne veut plus du président Daniel Ortega qui, après avoir renversé la dictature de Somoza en 1979 avec sa guérilla marxiste, est revenu au pouvoir en 2006 pour y établir une autorité forte et très à droite.

Les manifestants de ces dernières semaines ont été brutalement réprimés par des milices informelles proches du pouvoir, qui ont déjà fait plus de 150 morts et 1.300 blessés.

Alors que le pays était bloqué ce jeudi par une grève générale, des négociations menées par la conférence épiscopale avec le soutien des États-Unis devaient reprendre ce vendredi pour trouver une sortie de crise. Il s'agit de faire dialoguer le gouvernement et l'opposition, représentée par des étudiants, des chefs d'entreprise et des membres de la société civile.

« Tout a basculé lorsque l'organisation patronale nicaraguayenne, principal allié d'Ortega, a décidé de le lâcher, analyse Bernard Duterme, directeur du Cetri et auteur de *Toujours sandiniste, le Nicaragua ?* (éditions Cetri et Couleurs Livres). Et l'Eglise, qui était précédemment proche du pouvoir, a elle aussi pris ses distances. Il est difficile d'anticiper : trois scénarios semblent possibles. Le premier est le plus sombre : Ortega s'accroche au pouvoir, la répression, aussi disproportionnée qu'inimaginable, se poursuit. » Et le pays renoue avec la guerre civile.

### Opposition très fragmentée

« Deuxième scénario : Ortega obtempère et accepte de quitter le pouvoir. Les secteurs mobilisés lancent une révision de la Constitution puis organisent des élections, reprend Bernard Duterme. Ce qui est compliqué, c'est que cette opposition est fragmentée, avec des éléments très à gauche et d'autres nettement de droite. Et la société civile a été complètement noyauté par Ortega, elle a perdu son autonomie. »

« Un troisième scénario, peut-être le plus probable, reprend-il, voit Ortega accepter des élections anticipées, dès 2019. Reste à savoir dans quelles conditions, avec quelles garanties de plura-

lisme. Le problème, c'est que, même impopulaire, Ortega reste la principale figure politique du pays. Aucune autre personnalité politique ne se dégage pour incarner un contre-pouvoir crédible. C'est une conséquence du jeu politique d'Ortega, qui a co-opté/récupéré/acheté les politiciens d'opposition, qui siègent au Parlement sur les bancs sandinistes ou ceux des satellites liés au pouvoir. »

### Cartes brouillées

Bref, une transition démocratique sera compliquée. D'autant que Daniel Ortega a brouillé toutes les cartes en proclamant que son sandinisme était de gauche alors qu'il est néo-libéral sur le plan économique, franchement conservateur sur les questions de société – l'avortement est par exemple interdit dans tous les cas au Nicaragua. Et totalement autocratique.

Si le mécontentement populaire a subitement éclaté, à propos d'une réforme des retraites promptement retirée par le pouvoir, c'est aussi parce que l'économie nicaraguayenne est en chute.

« De 2006 à 2016, Ortega a réussi à plus que doubler le volume de l'économie nationale, passée de 6 milliards de dollars à 13 milliards, précise Bernard Duterme. Cela grâce à trois facteurs : un prix élevé pour les principales productions du Nicaragua (or, café, viande), une aide pétrolière massive du Venezuela, Chavez fournissant à Ortega l'équivalent d'un quart du budget national. Troisième élément : un climat des affaires excellent avec les États-Unis, principal partenaire du Nicaragua puisqu'il absorbait plus de 50 % de son commerce, et ce grâce à un traité de libre-échange entré en vigueur avant le retour d'Ortega. Le doublement de la richesse nationale, salué par le FMI et la Banque mondiale a permis à Ortega d'assurer la stabilité sociale. Mais depuis 2 ans, les prix se sont effondrés, le Venezuela est à sec, Trump est arrivé. Et le miracle nicaraguayen s'est dégonflé. » Reste un immense mécontentement face aux inégalités criantes et une exaspération face à l'autoritarisme d'Ortega, qui ont fini par exploser. ■

VÉRONIQUE KIESEL



Bernard Duterme. © DR.

# Yémen : la plus grande bataille de la guerre commence à Hodeida

**MOYEN-ORIENT** L'unique port des rebelles menacé



Une unité soudanaise, de la coalition progouvernementale, aux abords du port de Hodeida, cible d'une offensive qui a débuté le 13 juin.

© NAJEEB ALMAHBOUBI/EPA.

- Les forces progouvernementales ont entamé la reconquête du port stratégique de Hodeida.
- C'est l'accès de leurs ennemis, les Houthis, au monde extérieur.
- Riyad et Abou Dhabi veulent sortir de l'impasse, par la force.

La bataille de Hodeida se révélera-t-elle décisive au Yémen, ce pays situé au sud de l'Arabie saoudite et ravagé par la guerre depuis quatre ans ? C'est le vœu le plus cher de la coalition progouvernementale menée par les forces armées saoudiennes et émiraties. Celles-ci piétinaient depuis deux ans face aux rebelles dits « Houthis », venus du nord du pays. Cette rébellion, d'abord régionale, émanant de tribus de confession zaydite (une dissidence du chiisme), avait rallié en 2014 des unités de l'armée restées fidèles au président Ali Abdallah Saleh, évincé deux ans plus tôt par les vents contestataires soufflés par les « printemps arabes ».

### A Riyad, on accuse les Houthis de recevoir une aide substantielle des ayatollahs de Téhéran

Les Houthis et pro-Saleh avaient rapidement conquis de larges parts du Yémen, dont la capitale Sanaa, pointant même jusqu'au port d'Aden dans le sud. Le président reconnu par la communauté internationale, Abed Rabbo Mansour Hadi, n'avait pas eu d'autre choix que de se tourner vers le grand voisin saoudien pour quémander de l'aide.

En mars 2015, l'Arabie saoudite, qui venait de changer de roi (et où le futur très ambitieux prince héritier Mohamed Salman prenait du galon), et les Emirats arabes unis lançaient une coalition internationale à la reconquête des parties perdues du Yémen, au service théorique du président Hadi. Cinq provinces du sud et la ville d'Aden allaient être reconquises.

A Riyad, où l'Iran fait figure de danger existentiel, on accuse les Houthis de recevoir une aide substantielle des ayatollahs, y compris des missiles. Cette aide, niée, reste nébuleuse, pour le moins.

Trois ans de guerre plus tard, le conflit s'est enlisé alors que plus aucun progrès territorial n'a été marqué par les ennemis en présence depuis près de deux ans.

Mais les civils, coincés dans une guerre qu'ils ont rarement approuvée, ont payé et continuent à payer le prix fort. Ils sont d'ailleurs très majoritaires dans les quelque 10.000 morts que ce conflit a déjà provoqués. La situation humanitaire dans ce pays - l'un des plus pauvres du monde - n'a jamais été aussi inquiétante et les ONG compétentes estiment qu'environ 8 millions de personnes, un tiers des habitants, sont au bord de la famine, tout simplement.

Commencée mercredi 13 juin par la coalition progouvernementale, la bataille pour le port de Hodeida, aux mains des Houthis, met en relief des enjeux majeurs pour la suite du conflit. Il s'agit d'une première : jamais la coalition n'avait pris d'assaut une grande ville tenue par ses ennemis. Hodeida, c'est d'abord 600.000 habitants. Mais pour le Yémen, c'est la principale entrée des marchandises côté houthis. Les Saoudiens et Emiratis proclament que, outre les vivres et les médi-

### Conflit au Yémen

#### Contrôle du territoire



cements, les Houthis s'approvisionnent en armes par ce port, une hypothèse non confirmée et qui néglige le fait que la marine de guerre de la coalition ne laisse passer les bateaux pour Hodeida qu'après de minutieuses inspections.

### « Un assaut sur la ville aurait probablement des conséquences catastrophiques »

UN COLLECTIF D'ONG

En tout cas, les Houthis entendent défendre le port. Ils y ont acheminé des forces fraîches et y ont renforcé les fortifications. Ce jeudi, alors que les assaillants s'en sont d'abord pris à l'aéroport au sud de la ville, les combats ont fait 39 morts parmi les insurgés et parmi les forces progouvernementales.

Les appels à la cessation des hostilités se sont succédé. Toutes les grandes capitales, mais avec des convictions parfois peu appuyées, ont lancé des mises en garde. Riyad et Abou

Dhabi ont tenté de rassurer qui de droit en indiquant avoir prévu des ponts aérien, maritime et terrestre pour acheminer l'aide humanitaire.

Selon une quinzaine d'organisations humanitaires, qui ont lancé un appel à Emmanuel Macron le 13 juin, « un assaut sur la ville aurait probablement des conséquences catastrophiques sur la population civile. Nous vous appelons à dire publiquement que la France ne pourra pas continuer à soutenir une partie au conflit (...) ».

Mais, si Riyad et Abou Dhabi disent vouloir un retour à la négociation, ils semblent d'abord et avant tout privilégier une victoire militaire dans cet amer conflit. Il y avait ainsi peu de chance, a priori, pour que la réunion à huis clos que devait tenir sur le Yémen le Conseil de sécurité des Nations unies, la nuit dernière, à la demande du Royaume-Uni, fasse avancer les chances de la diplomatie. ■

BAUDOUIN LOOS

### HORS-SÉRIE LE VIF/L'EXPRESS



• Un hors-série exceptionnel de 160 pages •